

éco

JANVIER 2012

N°3

zoom

3



LE BAROMÈTRE DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE
PAR L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES,
RÉGION MONTPELLIER

EN PARTENARIAT AVEC

Objectif
LANGUEDOC-ROUSSILLON

www.objectif-lr.com

**ORDRE DES
EXPERTS-COMPTABLES** 
Région Montpellier



Nicolas BOUZOU
ÉCONOMISTE
Directeur/Fondateur d'Asterès

entretien



2012 : L'emploi sous haute vigilance

entretien

Les économies de la zone euro vont connaître selon toute vraisemblance une année 2012 de récession. Évidemment, tous les pays de la zone ne seront pas logés à la même enseigne. Mais aucun ne sera épargné. Ce qui est moins souligné dans le débat public, c'est qu'aucune région n'est immunisée contre les turbulences qui vont secouer l'exercice qui commence.

Les canaux de transmission de la crise aux territoires sont, pour l'essentiel, de trois ordres. Déjà, cette crise est une crise des finances publiques. Ce qui signifie, grande nouveauté, que les territoires dont l'activité économique étaient traditionnellement alimentés par les revenus publics (des transferts sociaux, comme les retraites ou les indemnités chômage, jusqu'aux investissements dans les travaux publics) n'échapperont pas à l'œil du cyclone. Il y a là un point central à prendre en compte pour la stratégie future de développement de notre région : le salut viendra forcément du **développement des entreprises du secteur privé**. L'agroalimentaire et le tourisme constituent de bons secteurs pour cela, mais l'effort de montée en gamme devra être intensifié.

Ensuite, cette crise prend, entre autres, la forme d'une crise bancaire. En région Languedoc-Roussillon, les crédits de trésorerie sont déjà orientés à la baisse, ce qui suggère une activité économique quoi qu'il en soit modérée. De leur côté, les crédits d'investissement, longtemps dynamiques, commencent à ralentir. En 2012, la crainte réside dans un rationnement du crédit de la part des banques, qui pourrait compliquer le financement des entreprises.

Enfin, cette crise se transmet de proches en proches à l'ensemble de l'économie européenne. Les exportations du Languedoc-Roussillon sont en baisse, pénalisées en outre par une faible exposition aux pays émergents les plus dynamiques. **La région devra accentuer ses relations commerciales avec les pays du Maghreb et ainsi développer ses exportations vers cette zone à fort potentiel.**

En région, le taux de chômage frise les 13 % de la population active en raison d'un marché du travail trop mou par rapport à ce que la dynamique démographique de ce territoire exige. C'est sans doute là le point primordial que les pouvoirs publics devront traiter en 2012.

Méthodologie

Ce document s'appuie sur une enquête réalisée en décembre 2011 par l'Ordre des Experts-Comptables de Montpellier. 117 cabinets représentant 161 experts-comptables ont participé à l'enquête en décembre. Ces cabinets ont réalisé 222 338 bulletins de salaires au premier semestre. Ils ont suivi 34 148 salariés, soit 4 % des salariés de la région.

Les experts-comptables de la région suivent 200 000 salariés par mois (soit un quart de l'emploi salarié régional) et réalisent plus de 2,5 millions de bulletins de salaires par an.

Les données issues de l'enquête sont mises en perspective grâce aux statistiques publiées par :

- l'Insee
- l'Insee Languedoc-Roussillon
- Pôle Emploi
- la Banque de France
- les Douanes
- le Ministère de l'Agriculture (Agreste)

Avançons ensemble

Ce premier baromètre 2012 est certainement le moins optimiste des trois. Non pas que le catastrophisme ambiant nous convienne, mais avec toute l'objectivité et l'indépendance qui nous caractérisent, les chiffres de fin 2011 ne présagent pas d'amélioration pour 2012.

Cependant, nous sommes sur des données globales, certaines entreprises parviennent heureusement à tirer leur épingle du jeu, à déjouer les statistiques, à faire mentir les courbes... Pour cela, il leur est indispensable d'être soutenues. Une bonne connaissance de leur environnement, l'audace et l'imagination seront autant d'éléments nécessaires à leur croissance. Des solutions existent et notre baromètre peut les aider dans leur positionnement et leur démarche.

Les Experts-Comptables œuvrent en ce sens depuis un an maintenant, en lançant et mettant à disposition de tous les acteurs de la région ce baromètre et l'analyse économique de Nicolas Bouzou. C'est ce que nous faisons encore avec le lancement du CHEDE'ec, un cycle court de formation de haut niveau à destination des chefs d'entreprise, pour les aider à consolider



Catherine DUMONT
PRÉSIDENTE DE L'ORDRE
DES EXPERTS-COMPTABLES,
RÉGION DE MONTPELLIER

et à développer leur outil de travail. Notre Profession apporte ainsi sa pierre à l'édifice et sa participation à la dynamique collective.

Toute dernière action en date, l'étude que nous avons commandée à Nicolas Bouzou sur l'emploi dans notre région. Elle est disponible sur notre site internet Ecozoom tout comme le baromètre. Je vous laisse la découvrir, la commenter, la compléter...

La Profession enrichit ainsi le débat et permet de trouver des pistes de réflexion notamment pour améliorer la situation de l'emploi dans notre région.

Si nous ne pouvons pas bien sûr ignorer la conjoncture actuelle, l'objectivité et l'indépendance de notre baromètre et de notre Profession vous aideront à mieux l'aborder et à rebondir dès les premiers signes de reprise.

en partenariat avec...

OBJECTIF LANGUEDOC-ROUSSILLON,
LE NEWS DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE



03

écozoom N°3

LA COMPÉTITIVITÉ RÉGIONALE

Les exportations pénalisées par la crise de la zone euro

Les exportations régionales ont chuté de 20 % au troisième trimestre 2011.

Certes plus de la moitié de cette baisse s'explique par le caractère saisonnier des ventes de produits agricoles. L'arrêt des ventes de MOX (Marcoule) au Japon impacte finalement assez peu la région : ces exportations représentaient 2 % du total.

Le négoce d'ordinateurs et le commerce automobile connaissent un net ralentissement. Les ventes reculent vers tous les pays partenaires de la région (Italie, Espagne, Allemagne...).

LE RECUIL DES EXPORTATIONS DE LA RÉGION S'EXPLIQUE SURTOUT PAR LE GRIPPAGE DE LA CROISSANCE EN EUROPE.

Par ailleurs, le bond des ventes de produits alimentaires vers l'Algérie s'est avéré ponctuel et étroitement corrélé aux subventions de l'État algérien. En cette fin d'année 2011, les exportations de la région évoluent à peu près en ligne avec les exportations françaises.

Le Languedoc-Roussillon bénéficie encore assez peu de l'essor des pays émergents. Le Maghreb représente 5 % seulement de ses exportations au troisième trimestre.

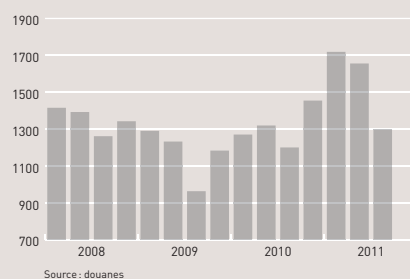
L'ESSOR DES EXPORTS VERS LE MAGHREB NE S'EST PAS CONFIRMÉ. OR CETTE ZONE RECÈLE UN FORT POTENTIEL, SURTOUT POUR LES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES.

C'est dans les Pyrénées-Orientales et dans l'Aude que la chute des exportations est la plus prononcée. Ces deux départements sont les plus spécialisés, à l'export, dans les produits agricoles.

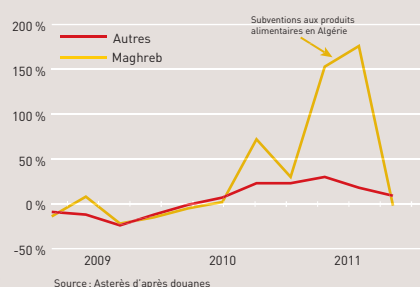
Dans l'Hérault, le recul est imputable à la baisse des ventes d'ordinateurs et de véhicules.

LES DÉPARTEMENTS ÉVOLUENT DE FAÇON ASSEZ SIMILAIRE. L'EFFORT EXPORTATEUR EST RÉPARTI SUR LE TERRITOIRE, CE QUI CONSTITUE UN POINT POSITIF POUR LA RÉGION.

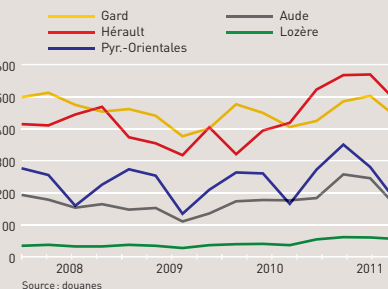
→ Exportations trimestrielles de la région (CAF / FAB hors mat. militaire, en millions d'euros)



→ Évolution des exportations par zone (exportations trimestrielles en glissement annuel)



→ Exportations trimestrielles des départements (CAF / FAB hors mat. militaire, en millions d'euros)



04

écozoom

ZOOM ÉCO SUR...

Les exportations des Pyrénées-Orientales ont progressé de 3 % seulement au troisième trimestre (en rythme annuel) contre 8 % pour l'ensemble de la région. L'agriculture génère la moitié des exportations du département. C'est le recul, saisonnier mais particulièrement accusé ce trimestre, des exportations agricoles qui explique le fléchissement des exportations des Pyrénées-Orientales.

LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Les crédits de trésorerie confirment l'affaiblissement de l'activité

Les crédits de trésorerie dépendent du besoin en fonds de roulement des entreprises et donc de la conjoncture économique (le BFR est plus élevé en période de forte activité).

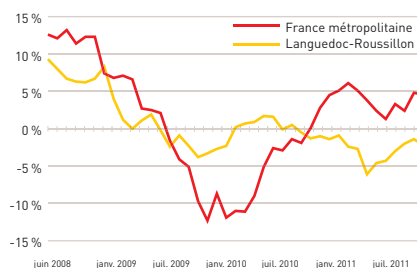
Les crédits de trésorerie sont révélateurs de la façon dont la région a tout d'abord résisté à la récession, avant de connaître une lente érosion de l'activité.

Les volumes de crédits de trésorerie sont aujourd'hui inférieurs de 5 % à ce qu'ils étaient en 2008 dans la région (ils sont en retrait de 3 % pour le reste de la France).

En revanche les crédits à l'équipement, révélateurs de la propension des entreprises régionales à investir, ont assez peu faibli en Languedoc-Roussillon.

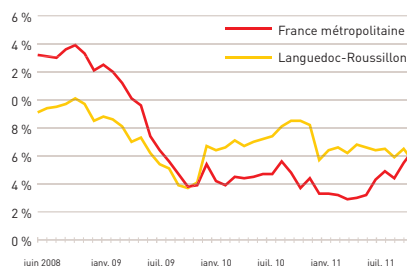
C'est un bon point pour la région, car les investissements sont un élément susceptible de **rehausser son potentiel de croissance à moyen et long terme.**

→ Crédits de trésorerie (variation du montant des crédits octroyés, en glissement annuel)



Source : Banque de France

→ Crédits à l'équipement (variation du montant des crédits octroyés, en glissement annuel)



Source : Banque de France

ZOOM ÉCO SUR...

Le **recul des crédits de trésorerie** s'observe dans pratiquement tous les départements. Il est **particulièrement fort dans les Pyrénées-Orientales et en Aveyron**, et plus modéré dans l'Hérault. La tendance est aussi à la baisse dans l'Aude et le Gard malgré un petit rebond en fin d'année. En Lozère, l'activité progresse, mais sur des bases faibles.

Dans les Pyrénées-Orientales (et dans une moindre mesure dans l'Aveyron), le manque de dynamisme est notamment lié à **une saison touristique 2011** décevante qui a pesé sur l'ensemble de l'activité du département.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Un emploi insuffisant pour combattre le chômage

Au troisième trimestre 2011, 2300 emplois salariés ont été créés dans la région par le secteur privé.

- La plupart des autres régions de France connaissent une situation plus dégradée. D'après Pôle Emploi, l'emploi salarié a baissé dans deux régions sur trois au troisième trimestre 2011.
- Mais le Languedoc-Roussillon crée beaucoup moins d'emplois que par le passé, et plus suffisamment pour faire baisser le taux de chômage.
- Il est même possible que la région ait perdu des emplois au quatrième trimestre.

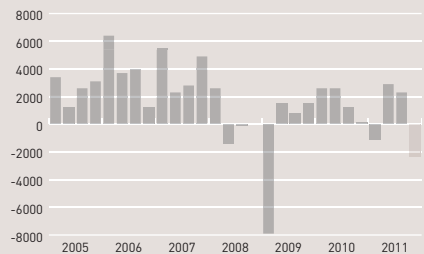
En effet, selon notre enquête, l'emploi salarié n'aurait pas progressé dans la région au deuxième semestre 2011.

- Certes, l'emploi s'est légèrement redressé dans le Gard et l'Aude; il faut y voir en fait une sorte de « rebond technique » consécutif au fort recul constaté entre 2007 et 2009.
- La modeste progression de l'emploi dans ces départements a été annulée par un recul dans l'Hérault et les Pyrénées-Orientales. Dans l'Aveyron, l'emploi n'a pas progressé.

La région ne parvient plus à combattre le chômage. Le taux de chômage régional s'est redressé de 0,2 point pour s'établir à 12,9 % de la population active au troisième trimestre. Il est proche de 13 % depuis maintenant deux ans.

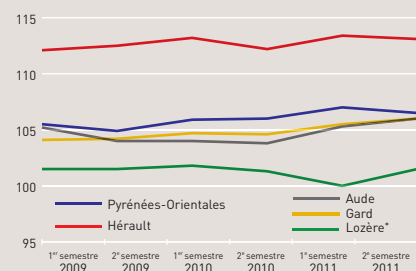
- Les flux migratoires ne se sont pas taris, même s'ils ont probablement tendance à ralentir. Avant la récession, le nombre d'emplois créés était supérieur au nombre des actifs qui rejoignaient la région. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.
- L'écart avec le taux de chômage national se creuse à nouveau – alors qu'il avait baissé tout au long des années 2000.

→ Créations d'emploi en Languedoc-Roussillon (Variation du montant des crédits octroyés, en glissement annuel)



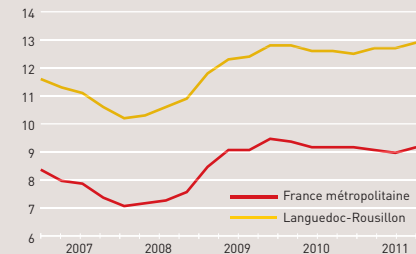
Source : Pôle Emploi. Variation trimestrielle de l'emploi salarié, secteur privé, champ Unedic. Données CVS

→ Évolution de l'emploi salarié (Base 100 au S2 2001. Carré des variations saisonnières.)



Sources : Insee LR (2009-S1 2011) et enquête OEC Montpellier (S2 2011). * Non représentatif

→ Taux de chômage (moyenne trimestrielle, données CVS)



Source : INSEE

06

écozoom

ZOOM ÉCO SUR...

Selon nos estimations, l'emploi salarié aurait légèrement baissé dans l'**Hérault** au deuxième semestre 2011. Or ce département a joué un rôle moteur dans la région par le passé. Le fait que l'emploi n'y progresse plus, voire y soit en recul, est révélateur de la nouvelle donne à laquelle doit faire face la région.

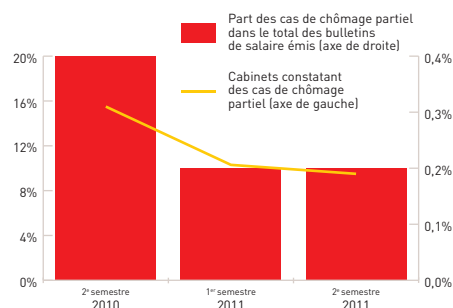
QUESTIONS D'ACTUALITÉ AUX EXPERTS-COMPTABLES

LE RECOURS AU CHÔMAGE PARTIEL A CESSÉ DE DIMINUER

Au deuxième semestre 2011, 9,5 % des cabinets sondés font état d'un recours au chômage partiel de la part des entreprises suivies. C'est à peine moins qu'au semestre précédent (10,3 %). Ces éléments viennent confirmer l'entre-deux dans lequel se trouve l'économie régionale : ni reprise, ni récession.

Rappelons que le pic de recours au chômage partiel constaté au deuxième semestre 2010 et visible ci-contre correspond à la rechute qu'a connue la région (rechute également perceptible dans les chiffres de l'emploi).

→ Recours au chômage partiel



Source : Enquête OEC Montpellier

LES CONTRATS AIDÉS, UN DISPOSITIF JUGÉ COMPLEXE... MAIS TRÈS UTILISÉ

En période de récession, les emplois en contrats aidés apparaissent souvent comme un moyen de lutter contre le chômage. Aussi faut-il s'attendre à ce que leur utilité soit à nouveau débattue en 2012.

Ces contrats visent à favoriser l'embauche de publics ciblés en apportant une aide financière à l'employeur et une formation au salarié. Il existe aujourd'hui deux types de « contrat unique d'insertion » :

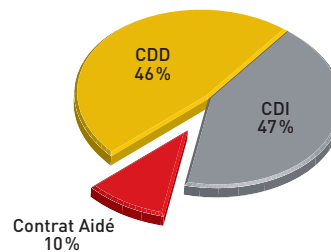
- les « contrats initiative emploi » (CIE) pour le secteur privé ;
- les « contrats d'accompagnement dans l'emploi » (CAE) pour le secteur public et associatif.

Pour faciliter l'utilisation des contrats aidés par les entreprises, des actions tant nationales que régionales sont mises en œuvre (cf. accord cadre État-Pôle Emploi-OEC du 12 juillet 2011).

Embaucher en contrat aidé est-il vraiment plus simple aujourd'hui ? Pour 40 % des experts-comptables interrogés, la complexité du dispositif reste un frein à l'embauche. Ces contrats sont perçus comme complexes par l'ensemble des cabinets intervenant sur le social.

Cependant, au cours du second semestre 2011, une embauche sur dix s'est réalisée sous cette forme, et 80 % des cabinets ont accompagné au moins une embauche sous ce statut pendant le semestre.

→ Les modalités d'embauches dans la région au deuxième semestre 2011



Source : enquête OEC Montpellier

Le souci de simplification des mesures et des organisations n'a pas encore vraiment apporté les résultats escomptés. Tel est le cas par exemple pour les contrats aidés évoqués ci-dessus mais aussi pour le RSI. Cela nous rappelle que la stabilité juridique et la simplicité des procédures administratives sont des éléments clés pour la croissance des entreprises et, par la même, pour l'ensemble de l'économie. Une piste à ne pas négliger dans les circonstances actuelles.



www.ecozoom.fr

Ordre des Experts-Comptables

Région Montpellier

661 rue Louis Lépine

BP 31175

34009 MONTPELLIER CEDEX 1

Tél. : 04 67 20 98 50

Fax : 04 67 20 29 77

Mail: cro@oec-montpellier.org

Site : www.oec-montpellier.org



wonderfulx Photos : Nicolas Bouzou, Peter Allan - 01/2012